



**Paul Fauteux**

Membre du Barreau du Québec

Avocat

Médiateur et arbitre accrédité

209, rue Saint-Henri

Gatineau (Québec) J8X 4J6

+1-613-697-2416 | +1-819-771-7979

[pfauteux@cmkz.ca](mailto:pfauteux@cmkz.ca)

## RÉSUMÉ DE LA CARRIÈRE

Trente années d'expérience au cours desquelles il assume de plus en plus de responsabilités au sein du gouvernement du Canada, dont 10 années à l'étranger, 9 à titre de spécialiste du droit international et les 15 dernières en tant que cadre supérieur. Participe ou dirige la participation canadienne à la négociation de plus de 50 accords internationaux. Un de 6 Canadiens à détenir le Diplôme de l'Académie de droit international de La Haye, un diplôme de très haut niveau attribué à des candidats possédant des connaissances approfondies en droit international qui subissent avec succès un examen à caractère hautement sélectif, et auteur d'une vingtaine d'articles sur le droit international.

Débute sa carrière en 1980 au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à titre d'Agent du Service extérieur. De 1981 à 1983, est Deuxième secrétaire, Haut-commissariat du Canada au Kenya. Devient Responsable du droit de l'environnement en 1983. En 1985-1986, est membre de l'équipe canadienne dans l'Affaire concernant le filetage à l'intérieur du golfe du Saint-Laurent (France c. Canada) devant un tribunal arbitral international. En 1987, devient Chef de section, Direction des Opérations juridiques. En 1988, est nommé Premier secrétaire (Affaires politiques) et Consul à l'Ambassade du Canada en France. Devient Directeur adjoint des Opérations juridiques en 1992. Est nommé Ministre-conseiller, Affaires du Congrès et juridiques, à l'Ambassade du Canada aux États-Unis en 1996. Est membre de l'équipe canadienne dans l'Affaire de la compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada) devant la Cour internationale de Justice de 1995 à 1998. Devient Directeur général du Bureau des Changements climatiques d'Environnement Canada en 2000. Est nommé Directeur général des Terres à Affaires indiennes et du Nord Canada en 2004. Mène un projet de recherche sur les Terres de réserve et le développement des Premières nations en 2010.

En pratique privée depuis 2011 en tant qu'avocat et spécialiste de la résolution de conflits. Titulaire d'un permis du Barreau de l'Ontario pour la pratique occasionnelle du droit en Ontario. A développé une expertise et acquis une expérience en matière de facilitation, de médiation, d'arbitrage, de litige et d'enseignement. Continue de chercher à contribuer à plus d'équité et de justice pour les peuples autochtones.

## EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE ET RÉALISATIONS

Communications 4 mains inc. et CMKZ, sencrl	Avocat, médiateur et arbitre Ottawa et Gatineau, 2011 à ce jour
--	--

- En tant que négociateur international chevronné, avocat, médiateur et arbitre accrédité, aide les entreprises et les particuliers à prévenir et à résoudre les conflits dans un climat de confiance et de respect, lorsque cela est possible, et à l'emporter devant les tribunaux si nécessaire
- Nommé par le Gouverneur général en conseil comme membre à temps partiel de la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral, où il exerce les fonctions de juge administratif
- Agit en tant que spécialiste externe de la résolution de conflits pour le Programme de gestion des conflits d'ordre commercial de Services publics et Approvisionnement Canada
- Accrédité par le Barreau du Québec comme arbitre en matière civile et commerciale
- Enseigne l'arbitrage commercial international à l'École du Barreau du Québec
- Pratique la médiation en milieu de travail pour la Commission scolaire Kativik à Kuujuaq, Nunavik
- Président fondateur de la Table sectorielle autochtone de l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec, affilié régional de l'Institut d'arbitrage et de médiation du Canada dont il est administrateur
- En collaboration avec une avocate, médiatrice et membre des Mohawks de Kahnawà:ke, établit un partenariat avec l'Institut canadien pour la résolution des conflits et le gouvernement Mi'gmaq de Listuguj pour offrir une formation en médiation et en résolution de conflits à des

membres de la Première nation Listuguj grâce à une subvention du Fonds Accès Justice du gouvernement du Québec

- Membre fondateur du Groupe de réflexion sur les systèmes, qui cherche à faire de la réconciliation entre les Canadiens autochtones et les non-autochtones une réalité grâce à l'utilisation de l'analyse des systèmes pour comprendre et démanteler le système colonial indien au Canada

Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) Secteur des Terres et du Développement économique	Conseiller spécial (EX-03) Gatineau, 2010
--	--

- Mène un projet de recherche sur les terres de réserve et le développement des Premières nations (TRDPN)
- Crée une méthodologie pour identifier les Premières nations ayant remporté le plus de succès au Canada et déterminer lesquelles inviter à participer au projet
- Crée un guide d'entretien destiné à faire ressortir
  - l'expérience de chaque Première nation en matière de gestion des terres de réserve
  - les facteurs qui ont contribué à cette expérience, tant positivement que négativement, leur importance relative et le niveau de contrôle de la Première nation sur chacun d'eux
  - la façon dont la Première nation évalue son succès dans l'utilisation de ses terres de réserve à des fins de contrôle communautaire et de développement économique, tant en vertu de la Loi sur les Indiens qu'en dehors
  - ses recommandations aux autres Premières nations afin de maximiser la contribution de la gestion des terres de réserve à la réalisation de leurs objectifs en matière de contrôle communautaire et de développement économique
  - ses recommandations au gouvernement du Canada pour qu'il respecte son engagement de moderniser la gestion des terres de réserve
- Visite 36 réserves dans toutes les régions du sud du Canada, parcourant un total de 50 000 kilomètres par avion et 10 000 par route
- Réalise 31 entretiens avec les Chefs des Premières nations ou leurs délégués, prépare un rapport détaillé sur chacun d'eux et obtient l'accord de 25 Premières nations, dont celle de Kahnawà:ke, pour que leur rapport soit rendu public
- Transmet à AINC et aux Chefs des 31 Premières nations participantes les rapports d'entrevue approuvés, ses conclusions préliminaires et ses recommandations pour la poursuite du projet
- Publie un commentaire dans la Montreal Gazette dans lequel il note que les participants des Premières nations au projet TRDPN continuent de considérer AINC comme un obstacle majeur et, en dépit de ses tentatives répétées de se repositionner dans un rôle d'aide amicale, comme un plus gros problème encore que la Loi tout aussi archaïque sur les Indiens

Affaires indiennes et du Nord Canada Direction générale des Terres	Directeur général (EX-03) Gatineau, 2004-2010
---	--

- Dirige la transition vers la gouvernance par les Premières nations des terres, des ressources et de l'environnement sur réserve, y compris la mise en œuvre de la *Loi sur la gestion des terres des Premières nations*
- Veille au respect des obligations constitutionnelles et légales du Canada en vertu de la *Loi sur les Indiens* concernant la gestion des terres, des ressources et l'environnement sur réserve, y compris la prestation de services de gestion des terres à plus de 600 Premières nations dans plus de 2 800 réserves au Canada, pour une superficie totale de plus de 3 millions d'hectares
- Met en place des normes de service pour l'opération du Registre des terres indiennes et le processus d'Ajout aux réserves
- Établit des partenariats avec des Premières nations sur des initiatives législatives de nature économique qu'elles dirigent, telles que la *Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières nations*, la *Loi sur le développement commercial et industriel des Premières nations* et des amendements à la *Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes*

Environnement Canada Bureau des Changements climatiques	Directeur général (EX-03) Gatineau, 2000-2003
<ul style="list-style-type: none"> <li>Co-dirige une délégation interministérielle de plus de 100 personnes dans des négociations internationales</li> <li>Participe à la conclusion d'un accord par consensus entre 185 pays sur 245 pages de règles juridiques et techniques concernant la mise en œuvre du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques</li> <li>Joue un rôle clé dans les consultations intergouvernementales et avec l'industrie qui ont mené à la décision du Canada de ratifier le Protocole après que les États-Unis aient décidé de ne pas le faire</li> </ul>	
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Affaires du Congrès et juridiques, Ambassade du Canada	Ministre-conseiller (EX-02) Washington, DC, 1996-2000
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Affaire de la compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)	Membre de l'équipe canadienne (EX-01) Ottawa et La Haye, 1995-1998
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Direction des Opérations juridiques	Directeur adjoint (EX-01) Ottawa, 1992-1996
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Affaires politiques, Ambassade du Canada	Premier secrétaire et Consul (FS-02) Paris, 1988-1992
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Direction des Opérations juridiques	Chef de section (FS-02) Ottawa, 1987-1988
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Affaire concernant le filetage à l'intérieur du golfe du Saint-Laurent (France c. Canada)	Membre de l'équipe canadienne (FS-01) Ottawa et Genève, 1985-1986
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Direction des Opérations juridiques	Responsable du droit de l'environnement (FS-01) Ottawa, 1983-1985
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Haut-commissariat du Canada	Deuxième secrétaire (FS-01) Nairobi, 1981-1983
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	Agent du Service extérieur (FS-01-D) Ottawa et New York, 1980-1981

## ÉTUDES

- Diplôme, Académie de droit international de La Haye, 1991
- Maîtrise en droit, Université McGill, Institut de droit aérien et spatial, 1981
- Permis d'exercice de la profession d'avocat, École du Barreau du Québec, 1980
- Licence en droit, Université de Montréal, Faculté de droit, 1979

**PRIX ET DISTINCTIONS**

- Prix Edmond-de-Nevers de l'Institut québécois de recherche sur la culture, Mention d'honneur du jury, 1982
- Prix de l'Institut de droit aérien et spatial, 1980
- Prix Carswell de droit constitutionnel, 1978

---

Profil linguistique : français et anglais (parfaitement bilingue)  
Autres langues parlées, écrites et comprises: espagnol et italien  
Cote de sécurité : secrète  
Publications et références fournies sur demande